



LE PRESIDENT

Ancien ministre

Monsieur Stéphane Séjourné

Ministre de l'Europe et des Affaires Etrangères

37 Quai d'Orsay

75007 Paris

Paris, le 12 juillet 2024

Objet : Menace de démolition du Centre Al Bustan

Monsieur le Ministre,

En ma qualité de Président de Cités Unies France, je tenais à exprimer ma profonde préoccupation face à l'intensification des processus de démolition et de colonisation dans le quartier de Silwan à Jérusalem Est.

Depuis 2005, les habitants du quartier palestinien de Silwan - le plus densément peuplé de Jérusalem-Est, avec plus de 65 000 résidents - font face à des menaces constantes et des pressions violentes pour leur faire accepter le plan d'aménagement d'un jardin biblique sur plus de 70% des terrains du quartier. C'est au cœur de ce quartier que se trouve le centre social et culturel Al Bustan, avec lequel nous coopérons, dans le cadre du programme Jer'Est, soutenu par votre ministère. Accueillant plus de 4 000 habitants, femmes, jeunes et enfants pour diverses activités dont le soutien psychologique, ce centre est menacé de destruction. Or, face à l'asphyxie et l'oppression de plus en plus fortes des autorités israéliennes sur les habitants du quartier, les actions du centre sont aujourd'hui plus que jamais indispensables.

Ce jeudi 11 juillet 2024, nos partenaires du centre Al Bustan à Jérusalem-Est nous ont fait part d'un événement extrêmement inquiétant. **En effet, la municipalité israélienne de Jérusalem a informé nos partenaires de la réactivation de l'ordre de démolition des structures d'Al Bustan / Silwan, alors qu'il était gelé depuis plusieurs années.** Ces démolitions d'Al Bustan auraient pour conséquence de rendre plus de 100 familles, soit près de 1500 personnes dont 360 enfants, sans abri.

Loin d'être un cas isolé, cette destruction laisse aujourd'hui la porte ouverte à un processus de plus grande envergure et encore plus dévastateur, démontrant la volonté des autorités israéliennes de chasser les Palestiniens de leurs terres et propriétés à Jérusalem-Est, en complète violation du droit international. Causant un préjudice inacceptable pour les familles qui perdent leur foyer, leur sécurité et leur stabilité, ces démolitions exacerbent encore les tensions dans un contexte sécuritaire et humanitaire particulièrement dramatique à Gaza et en Cisjordanie.

Action internationale des collectivités territoriales

9, rue Christiani 75018 Paris ■ Tél. : +33 (0)1 53 41 81 81 ■ coop-dec@cites-unies-france.org

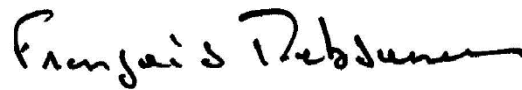
www.cites-unies-france.org ■ SIRET 309 575 652 000 40 ■ APE 9499Z

Au sein de Cités Unies France, réseau des collectivités territoriales françaises engagées à l'international nous, assistons impuissants à ces violations répétées du droit international et des droits humains fondamentaux.

Face à ces exactions, nous appelons à une réaction immédiate de la diplomatie française pour les condamner fermement et amener les autorités israéliennes à mettre immédiatement fin à ces ordres de démolitions et à prendre des mesures concrètes pour prévenir de telles violations à l'avenir.

Nous restons vigilants face à l'évolution de la situation à Silwan et réaffirmons notre engagement pour la paix, le respect du droit international et des droits humains.

Je vous prie de recevoir, Monsieur le Ministre, l'assurance de ma haute considération.



— François REBSAMEN

Maire de Dijon

Président de Dijon métropole